

Briguant le poste de bourgmestre après la mort de son père, Emile Servais eut à combattre la concurrence d'Alexis Basseur, chef des vieux-libéraux (v. fasc. XIX). Pour ce faire il se paya le luxe d'un journal, après s'être assuré la collaboration de Charles Munchen (v. fasc. II), du socialisant Ch. André Engel (1849-1900) ainsi que de son frère Charles.

Le journal se disant organe du parti national-démocratique, eut comme premier titre «*Das Echo*» et parut du 18. 10. 1890 au 23. 9. 1891 successivement chez Breithoff et Nimax, d'abord comme quotidien, ensuite comme tri-hebdomadaire et enfin comme hebdomadaire. A partir du 25. 9. 1891 le titre du journal fut changé en «*L'Echo*». ⁵⁾

Comme nous l'avons dit dans la biographie consacrée à A. Basseur, les moyens de combattre celui qui l'emporta sur Servais en se voyant nommé bourgmestre, laissaient à désirer et conduisirent à un procès qui aboutit à la condamnation de Ch. A. Engel pour difamation (v. fasc. V, p. 188 et VI, p. 406).

En annonçant que «pour des motifs de convenance personnelle du Comité, *L'Echo* cessera de paraître à partir du 1. 1. 1898», la rédaction rappela que pendant les sept années de son existence le journal avait «défendu le suffrage universel, la réforme de l'impôt, la suppression de l'octroi, les droits du Grand-Duché vis-à-vis de l'étranger et comme conséquence l'établissement d'une seconde gare à Luxembourg moyennant les rentrées à effectuer sur le Guillaume-Luxembourg, la répartition équitable des ressources publiques, les assurances ouvrières et en général toutes les questions qui figurent aux programmes démocratiques. Nous avons eu à enregistrer quelques succès partiels, tels que l'abaissement du cens à 15 fr et une allocation notable de subsides en faveur de l'instruction publique, etc. Toutefois ces résultats ne nous suffisent pas, mais il nous semble difficile, dans les conditions actuelles et avec les éléments qui sont en jeu, d'atteindre plus, quelque active que puisse être la propagande de la presse. Aussi longtemps que les populations resteront indifférentes et ne manifesteront pas leurs désirs dans les assemblées et par voie de pétitionnement, rien ne se fera, et cet adage qui dit que les peuples ont les gouvernements qu'ils méritent se trouvera confirmé une fois de plus.

«Dirons-nous qu'en dehors de notre programme démocratique nous nous étions posé la tâche de combattre les progrès de la germanisation et que de ce côté là nous devons malheureusement constater qu'il n'y a encore rien à faire sous l'ère nouvelle.

«Il ne nous reste donc plus qu'à attendre les événements, convaincus que quoique nous fassions nous ne saurions y apporter de changement favorable...»⁶⁾

Au Conseil Communal, où Servais siégea de 1894 à 1900⁷⁾, lui et les quatre «radicaux» avant la lettre qui l'entouraient menèrent